

L'initiative sur le renvoi risque de cabrer l'Union européenne

CRIMINELS ÉTRANGERS • Simonetta Sommaruga a lancé la campagne contre l'initiative de mise en œuvre qui, à ses yeux, n'a que des défauts.

LUC-OLIVIER ERARD

28 février
«De nouvelles incertitudes entre la Suisse et son principal partenaire commercial»: voilà ce à quoi exposerait l'acceptation par le peuple de l'initiative «pour le renvoi effectif des étrangers criminels», selon la présidente de la Confédération.

Hier matin à Berne, Simonetta Sommaruga lançait un avertissement d'autant plus crédible que la veille encore, elle s'était fait poliment remballer auprès de la Commission européenne. Le président Jean-Claude Juncker ne l'avait gardée qu'à peine trois quarts d'heure dans son bureau, le temps de lui signifier que la solution du Conseil fédéral pour appliquer l'initiative «contre l'immigration de masse» ne trouvait pas grâce aux yeux de Bruxelles (notre édition d'hier).

Droits de l'homme

Le «renvoi effectif des criminels étrangers», en contradiction avec les garanties internationales des droits de l'homme, «compliquerait encore les relations avec l'Union», indique Simonetta Sommaruga. C'est donc avec le dossier européen à l'esprit que la socialiste est venue devant la presse exposer la position du Conseil fédéral. Mais pas seulement.

Aux yeux des sept Sages, qui suivent la décision du parlement de rejeter le texte de l'UDC, l'initiative dite «de mise en œuvre» du texte voté en 2010 n'a que des défauts.

Nouveau durcissement

D'abord, il y a la manière: cette deuxième initiative a été lancée avant même que le parlement ne termine les adaptations législatives exigées par la première. En cela, l'initiative de mise en œuvre «rompt avec le système éprouvé de la démocratie suisse, qui confie au parlement le soin d'adapter les lois aux initiatives acceptées par le peuple», rappelle le Conseil fédéral.

Le parlement a bel et bien durci la loi, et cette réforme n'a



Simonetta Sommaruga voit dans cette deuxième initiative une «remise en question de l'Etat de droit». KEYSTONE

pas été attaquée par référendum, comme l'a d'ailleurs rappelé Simonetta Sommaruga. L'initiative de mise en œuvre impose au contraire de voter ce que la présidente considère comme «un nouveau durcissement».

Durcissement qui, en imposant les conditions du renvoi, va «restreindre considérablement les compétences des tribunaux», dénonce la cheffe du Département fédéral de justice et police, qui considère le texte comme

une «remise en question de l'Etat de droit».

«La stabilité et la sécurité du droit sont menacées», a indiqué lui aussi le chef de l'Office fédéral de la justice. Martin Dumermuth estime que le nouveau texte entraînerait le renvoi de bien plus de personnes, sans toutefois être en mesure de fournir des chiffres précis. Pour le président de la Conférence des directeurs cantonaux de justice et police, le Bernois Hans-Jürg Käser (plr), l'ini-

tiative, «bien que détaillée, ne prévoit pas tout». Il évoque «un chaos programmé».

Casse-tête juridique et incertitudes économiques: le tableau dressé par les autorités fédérales et cantonales est destiné, notamment, à motiver les milieux économiques, accusés parfois d'avoir sous-estimé le danger représenté par l'initiative anti-immigration du 9 février 2014. Il leur reste deux mois pour croiser le fer avec les partisans du texte. ARPRESSE

JUSTICE AUX ÉTATS-UNIS

Credit Suisse accuse UBS de débaucher ses effectifs

Credit Suisse attaque en justice son concurrent UBS aux États-Unis. Au cours des derniers mois, UBS aurait débauché du personnel de sa division banque privée sur place, récemment revenue à la banque américaine Wells Fargo.

Credit Suisse a saisi les autorités américaines de régulation de la finance (Financial Industry Regulatory Authority), a indiqué hier la banque à l'ATS, confirmant une information du «Wall Street Journal». Credit Suisse ne confirme que le dépôt de la plainte sans se prononcer sur les détails de l'article.

La bataille juridique ne concernerait que la division banque privée de Credit Suisse aux États-Unis, qui a été vendue à la banque américaine Wells Fargo en octobre. Au total, 70 banquiers

sur un total de 300 auraient quitté Credit Suisse et rejoint UBS, a indiqué une source proche de l'affaire citée hier par le «Wall Street Journal».

Les ex-banquiers de Credit Suisse ayant rejoint UBS ont reçu une lettre d'un cabinet d'avocats représentant leur ancien employeur évoquant d'éventuelles poursuites judiciaires à leur encontre pour avoir emmené avec eux des informations sur la clientèle.

Habituellement, les banquiers peuvent emporter avec eux des informations sur les clients sans crainte de poursuites judiciaires. Cependant, dans le cas où UBS serait jugé coupable d'avoir débauché du personnel, cette protection ne serait pas garantie. ATS

EN BREF

FORÊT, FAUNE ET PAYSAGE

Nouvelle conférence cantonale

La conseillère d'Etat vaudoise Jacqueline de Quattro (plr) prend la tête de la Conférence pour la forêt, la faune et le paysage (CFP). Cette dernière est issue de la fusion des conférences des forêts et de la chasse et fait des cantons un meilleur interlocuteur à l'Office fédéral de l'environnement. ATS

INITIATIVE EN VUE

Le fitness serait remboursé

Les centres de fitness ont jusqu'au 22 juin 2017 pour déposer leur initiative visant au remboursement de leurs prestations par l'assurance-maladie de base. Le délai a été publié hier dans la «Feuille fédérale». L'initiative «Oui à la médecine du mouvement» a été lancée par la Fédération suisse des centres de fitness et de santé. ATS

RECORD DANS LES GRISONS

Plus de 5000 cerfs tirés

Jamais les chasseurs grisons n'avaient abattu autant de cerfs. Leur nombre a atteint 5164 unités durant la période autorisée, prolongée cette année jusqu'en décembre. Ce chiffre record est dû à une population de cerfs particulièrement élevée actuellement. ATS

CENTRALES NUCLÉAIRES

Danger sismique encouru publié en février

L'Inspection fédérale de la sécurité nucléaire (IFSN) a établi le danger sismique encouru par les centrales nucléaires suisses. Cette mise à jour sera rendue publique début février. Les centrales vont en prendre connaissance d'ici là. ATS



QUATRE MORTS EN ARGOVIE

L'incendie masquait un crime

L'incendie d'une maison survenu lundi matin dans un quartier résidentiel à Ruppertswil (AG) a été bouté intentionnellement. Les quatre personnes trouvées mortes dans le brasier ont été victimes d'un meurtre. Les corps portent des traces de blessures

au couteau. Une procédure pour multiple meurtre a été ouverte, a indiqué hier le Ministère public argovien. Différentes personnes ont jusqu'à présent été interrogées, mais personne n'a été placé en détention préventive.

ATS/KEYSTONE

RÉFUGIÉS À ZURICH

Des cabanes en bois et pas en plastique

Les réfugiés qui devaient emménager en janvier dans des cabanes Ikea à Zurich dormiront finalement dans des installations en bois aggloméré. Ces dernières ont passé avec succès le test anti-incendie fatal aux structures en plastique vendredi dernier.

La halle d'exposition 9 de la Foire de Zurich, à Oerlikon, servira donc, comme prévu, de centre d'urgence pour requérants d'asile dès le 4 janvier. L'organisation d'accueil AOZ et la ville de Zurich ont travaillé d'arrache-pied durant le week-end pour remplacer les cabanes Ikea incompatibles avec les normes anti-incendie en milieu intérieur.

Elles ont élaboré un prototype composé de plaques ignifuges en bois aggloméré. De taille égale à une cabane Ikea, il peut être meublé de la même manière, indiquent la ville et AOZ. Suite au test anti-incendie passé avec succès, une entreprise de constructions en bois va produire durant les Fêtes les 62 cabanes qui accueilleront les 250 réfugiés prévus.

La nouvelle solution coûtera plus cher que celle développée par la fondation Ikea et le Haut-Commissariat aux réfugiés (HCR): 3800 francs par cabane - heures supplémentaires des ouvriers comprises - au lieu des 1200 francs que coûtaient les cabanes en plastique. Chaque structure en bois aggloméré est montable en une heure.

Les cabanes Ikea ont entretemps été démontées. Elles ne seront pas revenues en raison des mauvais résultats obtenus lors du test anti-incendie. Plusieurs personnes avaient manifesté leur intérêt pour acheter une cabane. D'une capacité de cinq personnes chacune, ces installations de 17,5 m² ne disposent pas de fenêtres, mais de plusieurs bouches d'aération.

Ces petites maisons, facilement montables et peu onéreuses, ont déjà été déployées par centaines dans des camps de réfugiés au Tchad, en Ethiopie et en Irak, selon le site internet de Better Shelter. Depuis cet été,

quelque 1200 maisonnettes ont aussi été montées en Grèce pour accueillir le flux croissant de migrants.

Les autorités cantonales suisses avaient demandé une vérification du respect des normes anti-incendie. Une étude allemande avait en effet mis en doute la semaine dernière la fiabilité des informations données par le HCR et des experts suédois.

La fondation Ikea a réagi samedi en prenant la défense de la sécurité de ses cabanes. Leur réaction au feu a été testée selon les normes européennes et présentent un niveau de sécurité supérieur à ce qui se fait ailleurs en matière d'hébergement d'urgence, selon elle.

Fin octobre, les cabanes Ikea avaient été présentées en première suisse en Argovie pour servir de centre d'urgence pour requérants d'asile. Le canton prévoyait d'en acquérir 200 pour héberger des réfugiés dans des halles industrielles. ATS